

François Ruffin : « Ça va être un quinquennat de tensions »

PAR MATHIEU DEJEAN, FABIEN ESCALONA ET PAULINE GRAULLE
ARTICLE PUBLIÉ LE VENDREDI 29 AVRIL 2022



François Ruffin à Paris, en avril 2022. © Photo Sébastien Calvet / Mediapart

Entretien avec le député de la Somme, qui réfléchit à une stratégie pour convaincre l'électorat qui manque encore à la gauche. Soucieux d'un militantisme joyeux et de réhabiliter la culture populaire, il reste animé par l'ambition d'un Front populaire écologique.

Aller chercher « *ceux qui manquent* » pour passer d'une force de contestation à une force de gouvernement. Cet impératif stratégique avait été **soulevé** dans les rangs de Podemos, le parti populiste de gauche espagnol qui avait cru un temps détrôner les socialistes dans ce rôle. À sa façon, François Ruffin le met sur la table en France, à trois semaines d'un score considérable de Mélenchon au premier tour, mais insuffisant pour atteindre le second et laisser espérer l'exercice du pouvoir.

À Mediapart, il explique la nécessité de se tourner vers toutes les « *France périphériques* », une expression qu'il s'efforce de mettre au pluriel pour suggérer une alliance entre celles et ceux qui sont à mille lieues des centres de décision politiques ou médiatiques. Pour construire une hégémonie politique penchant vers la gauche, il souligne l'importance de bâtir des « *bastions* » au cœur de la société, là où « *le camp*

du capital » dispose déjà des siens. Entretien avec le député de la Somme, qui lance sa campagne de réélection ce samedi à Flixecourt.



François Ruffin à Paris, en avril 2022. © Photo Sébastien Calvet / Mediapart

Quelle est votre analyse des résultats de l'élection présidentielle? Avec la deuxième élimination consécutive du deuxième tour, la gauche est-elle condamnée à l'effacement?

François Ruffin: Je regarde le chemin parcouru avec fierté. Deux éléments en particulier sont encourageants. Il y a d'abord le fait que plus d'un tiers des jeunes ait voté pour Jean-Luc Mélenchon: ce sont autant de graines plantées pour l'avenir. Ensuite, nous sommes parvenus à sortir de l'abstention et à faire voter à gauche de nombreuses personnes des quartiers populaires.

Au total, 22% pour une gauche franche, c'est pas mal. Et Jean-Luc Mélenchon l'a aussitôt pris comme tel: non comme une défaite, mais comme une étape. Dans un contexte très difficile (après la pandémie, en pleine guerre en Ukraine...), on a ranimé la flamme et on ne l'a pas éteinte le soir du premier tour.

Surtout, le scrutin de dimanche l'a à nouveau traduit, le projet de Macron est en fait minoritaire dans le pays, et depuis longtemps. D'ailleurs, il a parlé de « *traumatisme* » pour évoquer le vote contre le traité constitutionnel pour l'Europe en 2005. Depuis lors, la classe dominante sait qu'elle doit imposer son projet dans la démocratie, mais sans le *demos*, contre le *demos*. La première méthode, c'est la force de la résignation: plus il y a d'abstention, plus ils sont contents. L'autre méthode, c'est la force de coercition: le 49-3 à l'Assemblée, les LBD dans la rue.

Nous vivons un temps de détachement populaire vis-à-vis de l'idéologie jusque-là dominante. Le triptyque « *concurrence – croissance – mondialisation* » ne fait

plus envie. Au contraire, il inquiète voire dégoûte. De mon côté, je veux lui substituer le triptyque «entraide – partage – protection».

Même si ce projet est « minoritaire » selon vous, Emmanuel Macron a été réélu et a de bonnes chances de disposer d'une majorité parlementaire. Comment voyez-vous les cinq années d'opposition que vous aurez – probablement – à traverser ?

Je ne souhaite pas que ça dure cinq ans de plus. Le projet macroniste entre en tension avec une majorité du peuple français, et il va falloir que ça s'exprime. Ça va être un mandat de tensions, d'autant plus au vu de l'élection qui vient de se dérouler. Une non-campagne, un non-débat, un non-projet, un non-événement, Macron n'a été porté par aucun enthousiasme. Deux mille personnes sont allées le saluer à la tour Eiffel, pour une victoire présidentielle ! Vous imaginez le vide ? Son soutien dans le pays est ténu.

Le premier point de tension va être les retraites. On a gagné une première fois, j'espère bien qu'on le fera lâcher une deuxième fois sur le report de l'âge légal. Plus généralement, le programme présenté par le président sortant est flou, à l'image de son tract de campagne, plein de photos floues. Mais un contenu plus précis a été envoyé aux autorités européennes : il s'agit d'un « programme », là encore, mais de son « programme de stabilité budgétaire » : 3% du PIB de coupes dans les dépenses publiques, 75 milliards d'euros par un an, un record ! Qui implique des coupes dans à peu près tout, l'école, l'hôpital, etc.

Le pays ne veut pas de ça, et je suis convaincu que l'histoire n'est pas finie. C'est pour cela que je vis la situation de manière moins découragée qu'il y a vingt ans. Nous sommes passés d'une histoire continue, plate, sans alternative visible, « le libéralisme gravé dans le marbre », l'alternance UMP-PS qui ne changeait rien, à une histoire discontinue, faite d'inédit et de moments de rupture.

Pour que cette rupture soit électorale, il manque encore des voix à la gauche. « Je ne veux pas qu'on devienne des perdants magnifiques », avez-vous récemment déclaré. Que vous manque-t-il pour devenir gagnants ?

Nous devons constituer un bloc historique, qui est nécessairement une alliance de classes sociales. Notre problème est que la gauche, depuis quarante ans, a subi un double divorce.

D'abord, un divorce entre classes intermédiaires et classes populaires. En 1981, 74% des ouvriers votaient François Mitterrand, et les profs massivement. Mais la mondialisation a tracé comme un fil à couper le beurre. Elle a fait diverger les destins de deux groupes : d'un côté les plus diplômés, les plus instruits, dont le sort est resté convenable, stable, en dépit ou grâce à cette mondialisation. Et de l'autre, les vaincus de la mondialisation, à savoir les ouvriers et les employés qui se sont payé le chômage, la précarité, la stagnation des salaires, l'inquiétude pour leurs enfants.

Tandis que les « diplômés » sont restés largement passifs, les milieux populaires ont pris la violence sociale de plein fouet. Et ils ont réagi, ils ont refusé, à leur manière. Le parti qui a le plus vite adapté son propos, c'est le Front national (FN). Alors qu'il était ultra-libéral et pro-européen, notamment pour faire face au bloc communiste, dès que celui-ci s'est effondré, il a renversé sa doctrine sur la mondialisation. En 1992, Le Pen père est anti-Maastricht. Pendant ce temps, le Parti socialiste fait le marché unique, envoie Jacques Delors à la tête de la Commission européenne, signe tous les traités de libre-échange, et place même l'un des siens, Pascal Lamy, à la tête de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Le second divorce à résoudre est interne aux milieux populaires, entre des classes populaires issues de l'immigration, qui vivent dans les banlieues des grandes villes, et des classes populaires « blanches » des France périphériques, qui se sont éloignées des métropoles pour causes de loyers trop élevés, de foncier inaccessible. Il y a une nécessité d'établir des jonctions entre ces deux pans. Cela fait quinze ans que j'insiste sur la nécessité de ces jonctions, qui ne se font jamais sans friction, pour unifier le camp populaire.

Vous parlez de « France périphériques » au pluriel. Le terme, au singulier, a été publicisé par le géographe Christophe Guilluy et a subi de lourdes

critiques. Il lui a été reproché une grille de lecture binaire, des catégorisations «culturalistes» des milieux populaires...Ne craignez-vous pas de tomber dans ces écueils?

Karl Kraus [écrivain autrichien, 1874-1936 – ndlr] disait: «*Plus on regarde un mot de près, plus il vous regarde de loin.*» J'admets qu'il n'y a pas d'homogénéité sous l'expression de «France périphérique». Quand j'ai lu l'*Atlas des nouvelles fractures sociales* publié par Christophe Guilluy en 2004, je m'y suis reconnu. C'est un ouvrage qui m'a fait du bien, parce qu'il posait des mots sur ce que je ressentais, ce que je rencontrais comme reporter dans mon coin. Mais ensuite, son discours a glissé vers l'idée que «les banlieues populaires des métropoles» seraient au fond favorisées en comparaison des «campagnes populaires». Or, d'une part, cette concurrence me semble inutile, d'autre part, pour avoir passé trois années à Amiens-Nord, j'ai pu voir beaucoup de souffrances, trop de destins brisés.

Cela étant dit, le scrutin présidentiel est quand même net: ça pêche pour nous dans les anciens bassins industriels du Nord et de l'Est, dans d'anciennes terres rouges où la gauche est tombée bien bas. Si demain on veut crever un plafond électoral, il est impératif que l'on se redresse dans ces coins-là. C'est un devoir électoral, pour gagner, pour faire mieux. Mais c'est surtout pour moi un devoir moral, ma raison d'être politique: faire entendre ces voix qui sont aujourd'hui loin des médias, des partis, des syndicats, c'est ma mission depuis 23ans. Et ne pas les abandonner au Front national.



François Ruffin à Paris, en avril 2022. © Photo Sébastien Calvet / Mediapart

La campagne des législatives peut-elle être l'occasion de réaliser ce travail?

Je suis lucide, ce n'est pas en six semaines que l'on va réussir à modifier des évolutions sociales et électorales qui se sont produites sur des années. Par ailleurs, un profil de campagne a été déterminé pour la campagne présidentielle, que l'on ne va pas soudainement changer.

C'est bien compréhensible : les choix faits ont été payants et pertinents, et de mon côté je ne peux pas garantir qu'on aurait fait mieux avec une stratégie tournée vers les France périphériques. Les législatives s'inscrivent dans une bataille déjà en cours. Mais je souhaite qu'à l'avenir, on discute et on affine le diagnostic que je viens de poser sur «ceux qui nous manquent».

Concrètement, sur quoi déboucherait une stratégie «à la Ruffin»? Par quels moyens opérer les jonctions que vous souhaitez entre des milieux populaires aujourd'hui divisés?

Si l'on veut convaincre les populations et les territoires dont je vous ai parlé, il y a d'abord un devoir d'y être et de s'y déplacer. Jean-Luc Mélenchon l'a fait dans les départements d'outre-mer avec beaucoup de réussite. Il a senti les choses. À la colère qui couvait aux Antilles ou à La Réunion, il a su offrir une issue de gauche en première instance. Si on fait ça dans la France périphérique, qui ne nous est pas acquise, on n'accèdera pas seulement au deuxième tour: nous deviendrons majoritaires.

Ensuite, j'ai bien sûr des intuitions sur des lignes à mettre en avant, et qui ne divisent pas avec les quartiers populaires. Y aller franchement sur la démondialisation, la souveraineté nationale, les protections, qui ne signifient pas une fermeture mais une régulation. La destruction des emplois industriels, ça touche autant les enfants des cités que des campagnes. Les déserts médicaux, bien sûr: la Mayenne en est un, mais la Seine-Saint-Denis également.

L'enjeu d'un « numérique humain » peut aussi être très rassembleur. À la campagne, comme dans les associations de quartier, les gens me décrivent leur galère sur les sites Internet pour une carte grise, la Caf, la déclaration de retraite... On considère que c'est un

thème infra-politique, mais c'est le quotidien, des gens qui se retrouvent face à l'absence d'humains dans leurs démarches. Tous les jours, on m'en parle sur le terrain, mais à quel moment ce thème a-t-il été traité dans la présidentielle?

Enfin, il faut adresser des messages et des réponses à plusieurs millions de salariés qui ne gagnent que le Smic ou moins, dans les métiers qu'on a pu dire de la «deuxième ligne», 4,6 millions de salariés d'après le ministère du travail. Je pense aux personnes qui travaillent dans la logistique, aux auxiliaires de vie sociale, aux agents d'entretien, aux vigiles... À Paris, ce sont des métiers de couleur, en province ce sont des métiers «blancs», mais il peut justement y avoir une reconnaissance de l'un dans l'autre, pas nécessairement une division ou une concurrence.

C'est ce que vous allez faire dans votre propre campagne législative, dans la Somme?

C'est dans ce sens que travaille «Picardie debout », oui. Dans notre coin, il ne nous suffit pas d'aller chercher les voix qui se sont portées sur Jean-Luc Mélenchon au premier tour, ça ne suffirait pas. Il n'est pas arrivé premier ou deuxième, mais troisième. Je ne me donne pas gagnant d'avance, je me considère comme un challenger. L'enjeu pour moi, c'est de réussir à tenir les deux bouts: les quartiers populaires d'Amiens Nord et la campagne populaire du Val de Nièvre.

Il va falloir aller chercher les gens en porte-à-porte, les sortir de la déprime, et le faire à travers la joie. Je lisais **un livre sur les années 1930** en Allemagne, et l'auteur décrivait comment ses compatriotes ont – je cite – «*sombré par millions dans la dépression*». Il montre combien celle-ci fut une alliée du nazisme. Je crois vraiment qu'au-delà des idées, il y a un état d'esprit pour résister à l'air du temps, pour éviter le laisser-aller, l'absence d'énergie, qui peuvent déboucher sur le pire. Donc de la joie, avec un karaoké géant avec **Shirley et Dino**, pour mon lancement de campagne samedi. Shirley et Dino, je les ai rencontrés un jour en

Ardèche, alors qu'ils aidaient à projeter mon film dans un village, mais c'est aussi un projet politique: pas de mépris pour les goûts populaires.



François Ruffin à Paris, en avril 2022. © Photo Sébastien Calvet / Mediapart

Dans quelle mesure votre rôle de député peut-il concourir aux objectifs politiques que vous venez de développer?

Je l'ai déjà dit, répété, je n'ai pas d'illusion sur notre fonction législative: elle est nulle. Dans la V^eRépublique, le président de la République décide des lois, qui sont ensuite enregistrées sans trop de difficultés à l'Assemblée nationale. Mais nous avons une autre fonction: tribunitienne, qui est utile, représenter les gens. Et la caisse de résonance a fonctionné au-delà de mes espérances. Quand un agent d'entretien vient me dire que je l'ai «soulagée», parce que quelqu'un a parlé pour elle, je me sens utile.

Mais on ne sera rien, pas grand-chose, si ça ne pousse pas dehors. Le moment des «gilets jaunes » l'a illustré: les mêmes mots, que j'avais déjà utilisés pour dénoncer la suppression de l'ISF, ont pris une puissance nouvelle parce qu'on parlait pour des millions de Français. Si on sent qu'il y a une base sociale, dans les sondages, les manifs, ou par d'autres canaux, on le sent physiquement, dans nos corps: on s'exprime avec moins de timidité, nos paroles sont davantage écoutées par nos adversaires, ils les reçoivent comme un souffle au visage.

Au moment où nous nous parlons, des négociations sont en cours pour un éventuel accord entre les gauches aux élections législatives. Certains craignent une volonté d'hégémonie de la part de La France insoumise. Vous qui avez plaidé pour un «Front populaire écologique», comment voyez-vous ces discussions?

Voilà un autre point positif à l'issue de l'élection présidentielle: nous assumons notre rôle de locomotive, en disant «montez dans les wagons!». Ce n'est pas facile, ni pour nous ni pour les autres partis. Un « Front populaire écologique » réclamerait sans doute une construction de longue haleine, là on improvise un peu en dernière minute, dans l'urgence. Mais cette démarche est une très bonne nouvelle.

Maintenant, s'il y a une locomotive et des wagons, il faut que le train avance sur de bons rails, vers une direction claire. Je vois trois lignes à ne pas abandonner. Premièrement, notre force est issue du «non» de gauche en 2005, c'est le point de départ de notre histoire. Nous devons assumer encore un rejet de la «*concurrence libre et non faussée*», de la «*libre circulation des capitaux et des marchandises y compris avec les pays tiers*» comme principes d'organisation de l'économie, de la société.

Deuxièmement, nous ne devons pas renoncer à la conflictualité sociale: il y a le travail contre le capital, «ceux d'en bas» contre «ceux d'en haut», les «salariés» contre les «actionnaires». Troisièmement, la centralité de l'écologie doit perdurer: le logement, les transports, l'agriculture... tout doit être revisité à la lumière de la crise climatique en cours, qui réclame des ruptures. Il nous faut une économie de guerre climatique, comme Roosevelt a bâti en 1942 une économie de guerre.

Quels sont les partenaires les plus à même de cheminer sur ces «bons rails»?

On a selon moi un partenaire naturel qui est le Parti communiste. Nous appartenons à la même famille, nous avons déjà fait campagne ensemble en 2005, 2009, 2012, 2017, et le programme «L'Humain d'abord» a été écrit à quatre mains. Notre division est un non-sens.

Il y a ensuite la nécessité d'aller vers le mouvement écologiste, nous devons nous en enrichir. Pourquoi? Parce qu'il y a deux sensibilités, presque opposées, et que nous devrions pourtant articuler. Je m'explique.

De leur côté, les écologistes pensent la transformation essentiellement par le bas, c'est le mouvement colibri, les municipalités, les Amap... À La FI, la tendance

est plutôt de dire «*on va diriger le pays, on va faire des plans*», depuis le haut. En fait, les deux sont indispensables. C'est ce que montre l'exemple de la Sécurité sociale, qui commence par des caisses de solidarité mais finit par protéger tout le monde grâce à Ambroise Croizat, à un «vaste plan de Sécurité sociale» au niveau national.

Pour une dynamique de type « Front populaire » qui aille au-delà des partis, est-ce qu'un outil comme le parlement de l'Union populaire, lancé durant la campagne, vous semble approprié et à préserver?

Sans doute qu'il faut le faire perdurer, l'élargir, avec de nouvelles figures. Mais de façon plus large: entre deux élections présidentielles, nous avons insuffisamment construit de bastions pour asseoir notre «hégémonie culturelle», c'est-à-dire des revues, des médias, des *think tanks*, des lieux de discussions avec les intellectuels et les activistes, qui aillent au-delà d'un soutien déclaré dans une tribune à 48 heures du premier tour.

Macron a donné l'illusion que nous vivions une «guerre de mouvement» en politique, mais c'est faux. Son camp est celui du capital, et il dispose de bastions solidement formés dans la société, à commencer par les médias: *Les Échos* et *Le Parisien* de Bernard Arnault, etc. Notre problème, c'est que nous n'en avons pas ou plus. On connaît la fragilité des syndicats. Dans le champ des médias, *Fakir*, Blastou Mediapartne font pas le poids face à BFMTV.

Le premier bastion durable, c'est sans doute le groupe parlementaire. Mais il nous en faut d'autres. Sinon, on a l'impression de construire des châteaux de sable régulièrement emportés par les vagues, et par des vagues de résignation.

Qu'est-ce que cela implique pour le parti-mouvement qu'est La France insoumise?

Je ne suis pas un penseur du parti qui centralise tout. Mon penchant, ça serait plutôt de favoriser, de soutenir les bonnes volontés pour monter des bastions liés à notre force dans la société, mais avec une autonomie, une liberté, plutôt que de vouloir tout tenir. En gros,

nous avons besoin de compagnons de route. Le Medef [syndicat patronal – ndlr] n'est pas intégré à LREM, et pourtant ils poussent dans le même sens.

Vous ne vous voyez donc pas un rôle nouveau dans le cadre de LFI?

Je pense qu'avec cet entretien, je joue mon rôle, et mon rôle de cadre: je propose un horizon stratégique, je dis aux sympathisants de gauche, aux militants de l'Union

populaire, «c'est par là que nous pouvons mieux faire, que nous pouvons crever notre plafond de verre». Il me semble que j'offre un chemin, à discuter.

Boîte noire

L'entretien a été réalisé à Paris mercredi 27 avril. L'équipe de François Ruffin a relu la retranscription, et a apporté des précisions que nous avons en partie ajoutées.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Carine Fouteau et Stéphane Allières

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.